

LA VIE ECONOMIQUE

- [Conférence sociale : Ayrault veut s'occuper des « emplois vacants »](#)
- [Les syndicats déçus par la conférence sociale](#)
- [Conférence sociale : l'opposition sceptique sur la méthode](#)
- [Insee : vers une aggravation du taux de chômage à la fin de l'année](#)
- [Le gouvernement espère 540 000 emplois aidés « à la fin de l'année »](#)
- [Réforme des retraites : vers une remise à plat des droits familiaux](#)
- [Les syndicats appellent Hollande à un « changement de cap » en Europe](#)
- [Le moral des patrons décroche à nouveau](#)
- [Les PME ne font pas assez appel à la Banque publique d'investissement](#)
- [Entreprises : où sont les femmes diplômées ?](#)
- [Tous les indicateurs sont au rouge pour les jeunes Français](#)
- [Arbitrage : Bernard Tapie placé en garde à vue](#)

COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE

- [Médicaments : la facture des Français pourrait s'alléger de 10 milliards d'euros sur trois ans](#)
- [Evasion fiscale : le G8 automatise l'échange d'informations](#)
- [Pierre Condamine-Gerbier : « Quinze grands noms de la politique ont un compte en Suisse »](#)
- [Exilés fiscaux : Cazeneuve demande à Condamine-Gerbier sa liste des personnalités ayant un compte en Suisse](#)
- [Evasion fiscale : les retours de fraudeurs accélèrent à près de 100 par mois](#)

LA VIE DES ENTREPRISES

- [Virgin : la bataille des salariés n'aura pas été vaine](#)

OPINIONS/VIE POLITIQUE

- [Le gel des salaires des fonctionnaires scandalise la CFDT](#)
- [Nouveau code de conduite des patrons. Pierre-Henri Leroy \(Proxinvest\) : « L'autorégulation, c'est de la foutaise »](#)
- [Alain Juppé : « Montebourg est le plus improductif de nos ministres »](#)

TEXTES LEGISLATIFS ET**REGLEMENTAIRES/RAPPORTS DIVERS**

- [Institut Montaigne : 10 propositions pour refonder le patronat](#)
- [Baromètre Avril 2013, Urssaf Île-de-France : Suivi mensuel de la conjoncture économique du secteur privé en Ile-de-France](#)

Qu'est-ce que Le.Crible ?

Le.Crible se propose de trier, dans l'actualité économique, politique, législative et réglementaire, toute information utile, directe et indirecte, en relation avec le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale.

Outre le suivi de l'actualité, on trouvera dans **Le.Crible** les projets de textes en débat. Le but étant de pouvoir se forger une opinion en se fondant sur ces projets, sur les commentaires qu'ils suscitent dans toute leur diversité, dans la presse écrite, télévisée, les journaux en ligne, etc. Une bibliographie sera également proposée, qui signalera les différentes sorties de livres, là aussi dans un large éventail, sans esprit partisan.

Chaque sujet est systématiquement accompagné d'un lien Internet vers l'article source. Si ce lien est un plus, les sujets sont cependant rédigés de façon à pouvoir être lus sans que le lecteur soit obligé de se référer à la source.

L'équipe de rédaction étant de taille modeste, la couverture de l'actualité ne sera pas exhaustive. Et la formule sera peaufinée au fil des parutions et des réactions des lecteurs qui se manifesteront auprès du mail suivant : eric.tessier@urssaf.fr

LA VIE ECONOMIQUE

● Conférence sociale : Ayrault veut s'occuper des « emplois vacants »

Pour clôturer la conférence sociale, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a annoncé un plan d'urgence pour former 30 000 chômeurs en 4 mois à des « emplois vacants » : « [Le plan d'urgence pour 30 000 chômeurs vise aussi] à utiliser sans délai les opportunités d'emploi qui existent ». Pourquoi ces emplois vacants ? **M. Ayrault** : « Problèmes d'attractivité [au regard] des conditions de travail et de rémunération, difficultés de mobilité [ou absence] de compétences disponibles ». **Michel Sapin**, ministre du Travail : « [Nous manquons] de données objectives permettant d'évaluer l'intensité du problème. [...] Il n'empêche, nous sommes tous tombés d'accord pour dire qu'il y a objectivement des emplois qui sont offerts par des entreprises qui ne trouvent pas de candidats qui ont la compétence nécessaire [et] il y a des demandeurs d'emploi qui cherchent, la jonction entre les deux, c'est la vraie question ». Ce plan d'urgence devra être « opérationnel dès la rentrée », après un recensement des besoins en juillet.

[http://www.challenges.fr/emploi/20130621.CHA1140/ayrault-accelere-et-fixe-l-objectif-de-30-000-chomeurs-en-formation-en-4-mois.html#xtor=EPR-7-\[Quot18h\]-20130621](http://www.challenges.fr/emploi/20130621.CHA1140/ayrault-accelere-et-fixe-l-objectif-de-30-000-chomeurs-en-formation-en-4-mois.html#xtor=EPR-7-[Quot18h]-20130621)

(Source : www.challenges.fr du 21/06/2013)

● Les syndicats déçus par la conférence sociale

Les principales réactions quant aux résultats de la conférence sociale, qui a été clôturée le 21 juin 2013.

- **Laurence Parisot, présidente du Medef** : « [Ce fut] une conférence très utile, [qui a montré que] des convergences étaient possibles ». Les critiques de Madame Parisot portent sur la réforme des retraites. Elle appelle à un report de l'âge légal de départ et un allongement de la durée de cotisation. Avant de reprocher au gouvernement de ne pas oser un rapprochement public-privé.

- **Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT**, a déclaré être déçu par « le manque d'annonces concrètes en matière de salaires, de pouvoir d'achat et de droit à la retraite ». Pour lui, le plan du gouvernement sur les emplois vacants est une « opération de communication », estimant « ne pas regretter » d'avoir appelé à une journée de mobilisation en septembre sur les retraites.

- **Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière**, a parlé, lui, de « grand-messe » inutile : « Je vais vous dire, tout le monde s'emmerde. [...] On trouve ça long. [...] Si on veut lutter durablement contre le chômage, il faut une autre politique économique. [...] Maintenant je retourne dans le monde réel ».

- **Carole Couvert, présidente de la CFE-CGC** : « [C'est un] rendez-vous manqué. [...] C'est une grosse déception. [...] Ce n'est pas d'un coup de baguette magique qu'on va inverser la courbe du chômage ».

- **Bernadette Groison, FSU** : « Les réponses qui ont été faites aujourd'hui ne sont pas à la hauteur ».

- **Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT**, a trouvé que le plan du gouvernement sur l'emploi manquait « d'élan et d'effectivité », même s'il contenait « des choses intéressantes ». Concernant les retraites, il regrette de ne pouvoir « y voir clair ».

La CFTC et l'UNSA ont une vision plus positive des choses.

- **Luc Béritte, UNSA** : « Le bilan n'est pas négatif. Ce n'est jamais négatif d'instituer le dialogue comme une méthode. A nous tous de nous retrouver les manches ».

[http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/06/21/les-syndicats-decus-par-la-conference-sociale_3434712_823448.html#xtor=EPR-32280229-\[NL_Titresdujour\]-20130622-\[titres\]](http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/06/21/les-syndicats-decus-par-la-conference-sociale_3434712_823448.html#xtor=EPR-32280229-[NL_Titresdujour]-20130622-[titres])

(Source : www.lemonde.fr du 22/06/2013)

[Retour au sommaire](#)

● Conférence sociale : l'opposition sceptique sur la méthode

- **Jean-François Copé, président de l'UMP** (concernant la réforme des retraites) : « Je crains le pire : aucune autre réforme que celle qui consiste à augmenter les impôts. Il faut faire preuve de courage, de justice sociale, et éviter le clientélisme électoral. [En Europe,] tous ont eu le courage de reporter l'âge légal de départ en retraite à 65 ans ». Il a également

fustigé l'idée de « *taxer à nouveau les retraités* » et le fait que le rapprochement des régimes du public et du privé ne soit plus à l'ordre du jour.

- **Eric Woerth, député UMP de l'Oise**, a critiqué les conférences sociales : « *Des grand-messes qui n'apportent souvent pas grand-chose, [avec des] tables rondes qui ne débouchent évidemment sur rien* ».

- **Raymond Soubie, ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy** : « *Il manque 7 milliards d'euros [pour financer le système des retraites]. Pour les trouver, je pense que le gouvernement va augmenter les cotisations, une mauvaise chose pour les entreprises. Mais il n'a pas 36 000 solutions* ». M. Soubie pense aussi que François Hollande ne touchera pas au report de l'âge légal de départ : « *Il s'y était engagé pendant la campagne* ». Alors que selon lui, il faudrait mettre la barre à 63 ans en 2020, contre 62 ans aujourd'hui.

- **François Bayrou, président du MoDem** est « *pour un régime unique* » : « *[C'est le seul moyen pour sortir] du problème des retraites. Il faut y aller progressivement, on peut prendre quelques années pour le faire, on doit faire en sorte que les droits acquis soient préservés. Mais à partir du jour du vote de la loi, tout le monde devra être au même régime* ».

<http://www.leparisien.fr/economie/retraites/l-epineuse-reforme-des-retraites-au-menu-de-la-conference-sociale-20-06-2013-2913407.php#xtor=EREC-109----1346501@1>

(Source : www.leparisien.fr du 20/06/2013, S.Ld.)

● **Insee : vers une aggravation du taux de chômage à la fin de l'année**

François Hollande, président de la république, a déclaré, le 21 juin 2013, qu'il entendait bien réussir à inverser la courbe du chômage d'ici la fin de l'année, malgré des prévisions pessimistes de l'Insee, dévoilées le 20 juin. **M. Hollande** : « *C'est la différence entre la prévision et la volonté, entre le pronostic et l'engagement* ». Les prévisions de l'Insee, pour la fin de l'année, vont à l'encontre de celles du gouvernement. L'institut ne voit pas venir d'inversion de tendance pour deux raisons : 01)- la France devrait continuer à détruire plus d'emplois qu'elle n'en crée ; 02)- une croissance de la population active « *toujours dynamique* » (137 000 nouvelles personnes de plus sur le marché cette année). L'Insee prévoit un solde négatif de 30 000 emplois au deuxième trimestre et de 76 000 au second semestre. Par ailleurs, l'Institut prévoit une récession de 0,1 % sur l'ensemble de 2013 (contre une croissance de 0,1 % pour le gouvernement). Le pouvoir d'achat des ménages, lui, devrait se redresser légèrement (de 0,2 % en 2013, après une baisse de 0,9 % en 2012), sans être cependant suffisant pour faire redémarrer la consommation. **Le Monde** : « *D'une part car le pouvoir d'achat individuel des Français, calculé "par unité de consommation", c'est-à-dire au plus près du sentiment de chacun, va continuer à baisser de 0,4 %, après une chute de 1,5 % en 2012, selon l'Insee. D'autre part car les ménages cesseraient de puiser dans leur épargne pour consommer. Leur taux d'épargne, qui a baissé de 16,1 % en 2011 à 15,6 % en 2012, remonterait à 15,9 % cette année, les Français adaptant leurs dépenses à leurs revenus* ». Côté production, les bons chiffres d'avril devraient être annonciateurs d'un rebond au printemps, rebond qui devrait toutefois être passager, toujours selon l'Insee. Enfin, le taux de marge des entreprises devrait encore baisser en 2013, atteignant 29,4 % après un recul de 29,5 % en 2012. Il s'agirait de son plus bas niveau depuis 1985. « *Mais la dégringolade semble néanmoins endiguée* », note **Le Monde**. En ce qui concerne les réactions aux déclarations de François Hollande, on notera celles de Nicolas Dupont-Aignan et de François Bayrou.

- **M. Dupont-Aignan**, Debout la République : « *[Il y aura] une révolution [si le gouvernement poursuit dans cette voie]. [On applique en France] une politique de récession qui a échoué en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal. Est-ce que le peuple français va accepter d'être traité comme le peuple grec ? C'est ça la question* ».

- **M. Bayrou**, MoDem, ne partage pas « *l'optimisme qui est celui du pouvoir* » : « *Je ne crois pas que les décisions qui ont été prises, [...] la 'boîte à outils', comme François Hollande l'a dit, soient à la hauteur des difficultés que nous rencontrons* ».

[Retour au sommaire](#)

[http://www.lemonde.fr/emploi/article/2013/06/20/vers-une-aggravation-du-taux-de-chomage-a-la-fin-de-l-annee_3433964_1698637.html#xtor=EPR-32280229-\[NL_Titresdujour\]-20130621-\[titres\]](http://www.lemonde.fr/emploi/article/2013/06/20/vers-une-aggravation-du-taux-de-chomage-a-la-fin-de-l-annee_3433964_1698637.html#xtor=EPR-32280229-[NL_Titresdujour]-20130621-[titres])

(Source : www.lemonde.fr du 21/06/2013)

● **Le gouvernement espère 540 000 emplois aidés « à la fin de l'année »**

Dimanche 23 juin 2013, lors d'un entretien dans le *Parisien/Aujourd'hui en France*, **Michel Sapin**, ministre du Travail, a déclaré que le gouvernement avait pour objectif pour fin 2013 un total de 540 000 emplois aidés : « *Il n'y a aucun plan caché (pour inverser la courbe du chômage, Ndlr). Personne ne pense qu'on ne résoudra le chômage à moyen ou long terme qu'avec des emplois aidés ! [...] Mais pendant que la croissance est en panne on fait quoi ? Pendant la crise de 2008, la droite a eu recours massivement aux emplois aidés et nous ne l'avons pas critiquée pour cela. [...] Nous [...] avons programmé 340 000 [emplois aidés, Ndlr]. Nous venons d'en ajouter environ 100 000. Avec les 100 000 emplois d'avenir, nous serons donc à près de 540 000 emplois aidés au total* ».

[http://www.challenges.fr/economie/20130623.CHA1156/le-gouvernement-espere-540-000-emplois-aides-a-la-fin-de-l-annee.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20130624](http://www.challenges.fr/economie/20130623.CHA1156/le-gouvernement-espere-540-000-emplois-aides-a-la-fin-de-l-annee.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20130624)

(Source : www.challenges.fr du 24/06/2013)

● **Réforme des retraites : vers une remise à plat des droits familiaux**

Mardi 18 juin 2013, **Najat Vallaud-Belkacem**, ministre des Droits des femmes, a évoqué une « *remise à plat* » des droits familiaux dans le cadre de la réforme des retraites, afin de réduire les inégalités de pensions entre hommes et femmes : « *[Le rapport Moreau sur les retraites propose] une forme de schéma cible dans lequel on pourrait avoir une remise à plat des droits familiaux, avec la création d'une majoration dès le premier enfant, et non plus en attendant le troisième comme pour l'actuelle bonification de pension. [...] Le schéma qui est proposé par la commission Moreau s'organise autour de deux mécanismes : un dispositif unique de compensation de la réduction d'activité pour enfant, qui serait issu d'une fusion de l'AVPF (assurance vieillesse des parents au foyer) et de la MDA (majorations de durée d'assurance), et la mise en place d'une majoration de pension qui serait liée à l'accouchement ou à l'adoption, et qui serait, elle, issue de la refonte de la bonification de pension pour trois enfants et de la MDA actuelle. La commission a aussi envisagé d'autres schémas de réforme plus modestes, par exemple l'idée qu'on puisse tout simplement plafonner, ou alors forfaitiser, la majoration de pension pour trois enfants, ou encore la mise en place d'un dispositif de non cumul entre l'AVPF et la MDA* ». **Madame Vallaud-Belkacem** a précisé que l'Institut des Politiques Publiques (IPP) doit remettre prochainement au gouvernement un rapport sur ce sujet : « *L'Institut est arrivé au constat qu'une remise à plat vraiment ambitieuse des avantages familiaux pourrait entraîner une réduction de six points de l'écart des pensions entre les femmes et les hommes. Tout ça nous conforte dans l'idée d'ouvrir une approche très ambitieuse de la remise à plat des droits familiaux. Je souhaite qu'on le fasse dans le cadre de cette réforme bien sûr* ». Enfin, **Mme Vallaud-Belkacem** a souligné que les bonifications de pensions, qui consistent à majorer de 10 % la pension des parents de trois enfants et plus, « *représentent environ 5,7 milliards d'euros et devraient atteindre 10 milliards en 2040. De fait, elles profitent plus aux hommes qu'aux femmes puisque proportionnelles à la pension, elles avantagent ceux qui ont les pensions les plus élevées* ».

[http://www.challenges.fr/economie/20130619.CHA1050/reforme-des-retraites-vers-une-remise-a-plat-des-droits-familiaux.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20130619](http://www.challenges.fr/economie/20130619.CHA1050/reforme-des-retraites-vers-une-remise-a-plat-des-droits-familiaux.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20130619)

(Source : www.challenges.fr du 19/06/2013)

[Retour au sommaire](#)

● **Les syndicats appellent Hollande à un « changement de cap » en Europe**

Mercredi 19 juin 2013, les syndicats ont été reçus par François Hollande. Ils ont demandé au président de la république de plaider, au sommet européen des 27 et 28 juin, pour une réorientation des politiques économiques en Europe. Etaient présents Bernadette Ségol (Confédération européenne des syndicats, CES), Thierry Lepaon (CGT), Laurent Berger (CFDT), Jean-Claude Mailly (FO), Philippe Louis (CFTC) et Luc Bérille (Unsa). **Bernadette Ségol (CES)** : « *[Le but est d']alerter [le chef de l'Etat à propos de] l'inquiétude des travailleurs sur l'évolution de l'Union européenne, [afin que ce sommet] ne soit pas un sommet pour rien. Nous avons demandé en priorité un plan de relance pour la croissance et*

l'emploi ». Avant de rappeler que le taux de chômage atteint 12 % en moyenne en Europe et culmine à 50 % pour les jeunes dans certains pays. La délégation a aussi réclamé « des indicateurs sociaux à même de modifier la gouvernance économique européenne », estimant qu'« il faut changer les politiques économiques » face à une pauvreté grandissante. D'autres revendications ont été avancées : « Un dialogue social constructif et sérieux, l'arrêt de la concurrence vers le bas sur les salaires et les conditions de travail ».

Mme Ségol : « Il faut remettre l'emploi et le dialogue social au cœur des priorités et, pour porter [ce message], la France a un rôle clef à jouer ».

<http://www.lejdd.fr/International/UE/Actualite/Les-syndicats-appellent-Hollande-a-un-changement-de-cap-en-Europe-614443>

(Source : www.lejdd.fr du 20/06/2013, G.D. (avec AFP) – leJDD.fr)

● Le moral des patrons décroche à nouveau

En juin, la confiance des dirigeants de société, interrogés dans le cadre du baromètre mensuel de l'Observatoire de la performance des PME-ETI, réalisé par Opinion-Way et Banque Palatine pour Challenges et i-Télé, est retombée à 12 % (contre 14 % en mai). Le climat des affaires s'avère très mauvais dans l'Hexagone. Le solde net d'intention d'embauche de salariés est négatif de 12 points : 8 % des patrons déclarent être prêts à augmenter leurs effectifs dans les six mois, contre 20 % qui veulent les réduire ; 41 % des managers interrogés avouent « ne pas être en ligne avec leurs objectifs d'activité fixés en début d'année ». Par rapport à l'action du gouvernement, « l'heure est au scepticisme ». Exemple frappant, la Banque Publique d'Investissement (BPI) ne fait pas recette, 66 % d'entre eux estiment « qu'elle ne réduira pas leurs difficultés financières » (voir article ci-dessous : *Les PME ne font pas assez appel à la Banque publique d'investissement*).

73 % considèrent que le dispositif BPI France Export ne va pas les aider à se développer à l'étranger. 60 % estiment que le lancement du PEA-PME promis par le gouvernement ne permettra pas de redynamiser le tissu économique français.

- **Nb** : Enquête réalisée du 29 mai au 7 juin 2013, auprès d'un panel représentatif de 303 dirigeants d'entreprises, dont le chiffre d'affaires annuel est compris entre 15 et 500 millions d'euros.

[http://www.challenges.fr/entreprise/20130619.CHA1077/sondage-le-moral-des-patrons-decroche-a-nouveau.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20130620](http://www.challenges.fr/entreprise/20130619.CHA1077/sondage-le-moral-des-patrons-decroche-a-nouveau.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20130620)

(Source : www.challenges.fr du 19/06/2013, Pierre Kupferman)

[Retour au sommaire](#)

● Les PME ne font pas assez appel à la Banque publique d'investissement

Lundi 24 juin 2013, **Nicolas Dufourcq**, directeur général de la BPI (Banque publique d'investissement), a indiqué que son établissement n'était pas assez suffisamment sollicité par les entreprises, invoquant une question de « confiance » : « Si on devait faire 10 milliards d'euros de plus de crédit aux PME en 2013 on pourrait, le problème c'est les dossiers, l'argent il est là. Il est là en crédit et en fonds propres. [La BPI n'a] pas suffisamment [de demandes d'entreprises pour le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)]. [Les entreprises] n'ont pas encore envie d'investir en 2013. Le discours qui consiste à rappeler que les vainqueurs de 2016 sont ceux qui auront investi en 2013 est en train de progresser, il est en train de prendre corps mais il n'a pas encore convaincu l'essentiel de l'économie française. Il est là l'enjeu : c'est un enjeu de confiance. Les possibilités sont là et les taux sont extrêmement faibles ». M. Dufourcq a précisé qu'aujourd'hui, la BPI avait accordé 800 millions d'euros de préfinancement et financé au total 3 500 dossiers. En ce qui concerne les frais de dossier exigés par la BPI, Nicolas Dufourcq a expliqué que ceux-ci s'expliquaient par le coût du travail et la « sinistralité ». **L'expansion** : « Il a aussi fermement rejeté l'idée que les conditions des banques commerciales ou mutualistes puissent être plus avantageuses que celles de la BPI, d'autant que cette dernière, a-t-il assuré, est quasiment la seule à prendre en charge les 'petits dossiers' ou ceux en dessous des 25 000 euros ».

http://lexpansion.lexpress.fr/economie/les-pme-ne-ont-pas-assez-appel-a-la-banque-publique-d-investissement_391071.html

(Source : <http://lexpansion.lexpress.fr> du 24/06/2013)

● **Entreprises : où sont les femmes diplômées ?**

Selon la dernière étude de la Conférence des grandes écoles (CGE), les jeunes cadres femmes sont plus souvent au chômage et plus souvent en état de précarité ; elles sont aussi moins bien payées que leurs confrères. **D'après le rapport** : « *Moins de 6 mois après avoir décroché leur diplôme, les ingénieures et manageuses sont 22 % à connaître le chômage, soit 6 points de plus que les garçons* ». **Niveau précarité**, même constat : « *Alors que 81 % des jeunes hommes sont en CDI jusqu'à 6 mois après leur sortie d'école, leurs consœurs ne sont que 69 % à connaître cette joie, tandis que leur proportion de CDD est deux fois plus élevée (25 % le sont contre 12 %)* ». **Les salaires** ne sont pas en reste : « *Une diplômée de 2012 touchera en moyenne 35 114 euros annuels bruts (primes comprises), soit 3 000 euros de moins que les hommes. Un an et demi après, c'est pire : - 4 000 euros. Et s'ils/elles décident de commencer leur carrière à l'étranger, ce différentiel atteint 9 000 euros bruts par an !* » **Bernard Ramanantsoa**, directeur général de HEC et maître d'œuvre de l'étude de la CGE : « *Ceci s'explique par le fait que beaucoup de femmes suivent leur conjoint à l'étranger et optent pour un emploi moins rémunéré* ». **Explication de ce « sexisme institutionnalisé » ?** **Bernard Ramanantsoa** : « *Il faut préciser qu'elles choisissent plus souvent les secteurs les moins bien rémunérés. En revanche, dans un secteur donné, les jeunes hommes ne sont pas mieux payés que les jeunes femmes* ». Vrai pour la 1^{ère} affirmation, note **Le Nouvel Observateur**, qui précise : « *Que les femmes choisissent les secteurs les moins rémunérateurs est un fait connu (il faudrait surtout se demander pourquoi les secteurs les plus féminisés le sont...)* ». Faux pour la 2^{ème} affirmation, dit le magazine qui s'appuie sur l'étude même de M. Ramanantsoa : « *En revanche, la deuxième allégation de Bernard Ramanantsoa est démentie... par sa propre étude. Ainsi, quel que soit le secteur passé à la loupe - à l'exception du Tourisme-loisir-hôtellerie-restauration - messieurs perçoivent toujours au moins 2 000 euros de plus par an que mesdemoiselles. Avec des pointes dans l'industrie à 5, voire 7 000 euros de différence !* ». Le Nouvel Observateur étudie alors le fonctionnement de la CGE, et constate que « *sur les 8 personnes de la CGE appelées à se prononcer sur son étude ce mardi, pas une seule n'était une femme* ». En ce qui concerne la composition du bureau et des présidences de commissions de la CGE : « *Trois femmes sur quinze postes, soit 20 % des effectifs (dont une, inévitable, dans la commission "Diversité" et l'autre au "Développement durable")* ». **Philippe Jamet**, nouveau président de la Conférence : « *Nous avons bien conscience de cette problématique. Mais nous allons chercher nos membres parmi les directeurs des grandes écoles. Or, il n'y a que 24 directrices pour 218 établissements* ».

[http://tempsreel.nouvelobs.com/education/20130618.OBS3750/entreprises-ou-sont-les-femmes-diplomees.html#xtor=EPR-1-\[Actu8h\]-20130619](http://tempsreel.nouvelobs.com/education/20130618.OBS3750/entreprises-ou-sont-les-femmes-diplomees.html#xtor=EPR-1-[Actu8h]-20130619)

- **Télécharger le rapport dans son intégralité (89 pages) :**

<http://www.cge.asso.fr/actualites/la-cge-publie-son-enquete-2013-sur-l-insertion-des-jeunes-diplomes>

(Sources : <http://tempsreel.nouvelobs.com> du 19/06/2013, Arnaud Gonzague ; www.cge.asso.fr)

[Retour au sommaire](#)

● **Tous les indicateurs sont au rouge pour les jeunes Français**

Chômage, précarisation de l'emploi, pauvreté, moral au plus bas... Les jeunes Français doivent faire face à une situation sociale-économique difficile. Quelques chiffres : 26 % des jeunes sont au chômage. 32 % occupent un emploi précaire. 15 %, c'est le différentiel entre le premier salaire des diplômés et celui de leurs aînés. 10,8 % des 15-29 ans sont considérés comme pauvres, 22,5 % pour les 18-24 ans. Ils sont seulement 27 % à croire avoir un « *avenir prometteur* » (contre 60 % des Danois et 32 % des Espagnols). Ils sont également les « *moins sûrs* » d'avoir un bon boulot (avec les Polonais et les Japonais). Et près d'un sur deux redoute d'être confronté à une période de chômage.

- **NB** : L'enquête internationale a été conduite depuis 2008, à partir de 30 000 jeunes âgés de 16 à 29 ans, à la demande de la Fondation pour la vie politique.

<http://www.lejdd.fr/Economie/Actualite/Les-indicateurs-au-rouge-pour-les-jeunes-Francais-614959>

(Source : www.lejdd.fr du 22/06/2013, Marie-Christine Tabet – Le Journal du Dimanche)

● Arbitrage : Bernard Tapie placé en garde à vue

Lundi 24 juin 2013, Bernard Tapie a été placé en garde à vue, dans le cadre de l'enquête sur l'arbitrage qui lui avait octroyé, en 2008, plus de 400 millions d'euros dans son litige avec le Crédit Lyonnais sur la vente d'Adidas. Avant sa mise en garde à vue, **M. Tapie** déclarait sur Europe 1 : « *Qu'est-ce que vous croyez ? Des rendez-vous comme celui-là, j'en ai eu sept avec Eva Joly. Résultat : six non lieu et une relaxe, [...] même système, même procédure, j'en ai rien à foutre...* ».

<http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20130624.OBS4305/credit-lyonnais-tapie-doit-s-expliquer-devant-les-enqueteurs.html>

(Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com> du 24/06/2013)

COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE

● Médicaments : la facture des Français pourrait s'alléger de 10 milliards d'euros sur trois ans

Une étude, présentée par la députée écologiste européenne, Michèle Rivasi, en compagnie de Serge Rader et du professeur Philippe Even, auteur d'un récent ouvrage polémique sur les médicaments anti-cholestérol, explique que des mesures d'économies permettraient de réduire la facture médicaments de 10 milliards d'euros sur trois ans. **Serge Rader**, pharmacien : « *En Italie, on constate que le coût des médicaments en ville et à l'hôpital s'élève pour 2012 à 17,8 milliards d'euros contre 35,5 milliards pour la France, soit 85 % de plus à populations égales pour les mêmes résultats sanitaires* ». **Que dit l'étude ?** Les génériques représentent 31 % du marché en volume (contre 50 % à 60 % en Grande-Bretagne et en Allemagne, 80 % aux Etats-Unis). Sont listés des exemples de surcoûts, par exemple des médicaments anti-cholestérol qui n'existent pas en générique et coûtent chers à la Sécurité sociale. Ou encore des antidiabétiques « *plus récents et plus chers* », qui sont préférés par les prescripteurs à des médicaments « *aussi efficaces* » et moins onéreux. L'étude évoque aussi « *des protections anormales de médicaments franco-français* » qui n'ont pas de génériques ; elle met en cause « *des prix de remboursement injustifiés* » dans certains cas. Michèle Rivasi, Serge Rader et Philippe Even suggèrent de remplacer la marge commerciale des grossistes et des pharmaciens par des honoraires, au moins pour les médicaments les plus chers, ce qui permettrait de « *rendre indépendant le coût de la distribution* ». **Challenges** : « *Des négociations sont en cours entre les syndicats de pharmaciens et l'assurance maladie à ce sujet mais "les tentatives d'évolution actuelles s'éternisent", souligne le projet* ». Enfin, les auteurs de l'étude « *plaident pour une prescription "optimisée", en apportant une information indépendante aux médecins "trop soumis à l'influence des laboratoires". Les économies dégagées doivent notamment permettre de favoriser "la renaissance d'une recherche publique* ».

[http://www.challenges.fr/economie/20130624.CHA1178/medicaments-comment-alleger-la-facture-des-francais-de-10-milliards-d-euros-en-trois-ans.html#xtor=EPR-7-\[Quot18h\]-20130624](http://www.challenges.fr/economie/20130624.CHA1178/medicaments-comment-alleger-la-facture-des-francais-de-10-milliards-d-euros-en-trois-ans.html#xtor=EPR-7-[Quot18h]-20130624)

(Source : www.challenges.fr du 24/06/2013)

● Evasion fiscale : le G8 automatise l'échange d'informations

Lundi 17 juin 2013, les membres du G8 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada et Russie) ont officialisé « *la déclaration de Lough Erne* », qui instaure l'échange d'informations automatique « *pour combattre le fléau de l'évasion fiscale* ». **D'après le communiqué du G8** : « *Les sociétés doivent savoir qui les détient vraiment et les administrations fiscales et les autorités chargées de faire respecter la loi doivent être en mesure d'obtenir ces informations facilement. Les Etats doivent modifier les réglementations qui permettent aux entreprises de transférer leurs bénéfices d'un pays à l'autre pour échapper à l'impôt, et les multinationales doivent informer les autorités fiscales quelles taxes elles payent et où* ».

<http://www.lejdd.fr/International/Actualite/Evasion-fiscale-le-G8-automatise-l-echange-d-informations-614203>

(Source : www.lejdd.fr du 19/06/2013, M.E. (avec AFP) – LeJDD.fr)

[Retour au sommaire](#)

● **Pierre Condamin-Gerbier** : « *Quinze grands noms de la politique ont un compte en Suisse* »

Pierre Condamin-Gerbier, ancien banquier Suisse chez Reyl, détiendrait une liste de 15 grands noms de la politique française, ayant des comptes en Suisse. Il devrait être entendu prochainement par le juge Van Ruymbeke. En attendant, il a accordé un entretien au JDD : « *J'ai travaillé pendant vingt ans en Suisse dans différents établissements bancaires, dont le groupe Reyl. En vingt ans, j'ai croisé ces personnalités dans mon parcours. Cela va bien au-delà des seuls clients du seul groupe Reyl. Ma démarche n'est pas une démarche pour attaquer un établissement bancaire en particulier. La seule hypocrisie que je cible est celle de la classe politique française et de certains hommes politiques. Ceux qui ont un discours accusateur d'un côté de la frontière et une pratique diamétralement opposée de l'autre. [...] Je peux simplement dire aujourd'hui qu'il y a dans cette liste de très grands noms de la politique française, des gens que l'on est habitué à voir sur les écrans de télévision. Il s'agit de personnages beaucoup plus familiers du grand public que ne l'était Jérôme Cahuzac...* ». La liste des 15 personnalités n'a pas encore été communiquée au juge Van Ruymbeke : « *Non, pas encore. J'ai été entendu une fois dans le dossier Cahuzac, où j'ai expliqué des pratiques en général. Pour l'instant, je n'ai pas encore décidé de la façon dont je rendrai publique cette liste. J'attends que des conditions soient réunies, notamment en termes de protection et de sécurité pour ma famille* ».

- **L'intégralité de l'entretien avec Pierre Condamin-Gerbier**, par Laurent Valdigué :

<http://www.lejdd.fr/Societe/Actualite/Quinze-grands-noms-de-la-politique-ont-un-compte-en-Suisse-613763>

(Source : www.lejdd.fr du 19/06/2013, Laurent Valdigué – Le Journal du Dimanche)

● **Exilés fiscaux : Cazeneuve demande à Condamin-Gerbier sa liste des personnalités ayant un compte en Suisse**

- **M. Cazeneuve, ministre du Budget** : « *J'ai invité ce matin M. Condamin-Gerbier à se rendre au 139 rue de Bercy de manière à me communiquer cette liste. J'invite ce monsieur, s'il a une liste avec des preuves, à les communiquer à Bercy [...] de manière à ce que l'administration compétente à Bercy puisse procéder aux investigations qui relèvent de ses prérogatives, conformément au droit. [...] A ma connaissance, il ne s'est pas présenté devant nos services. Mais, s'il l'avait fait, je n'aurais pas à en connaître* », disant ainsi « *se conformer rigoureusement à l'indépendance des services fiscaux de Bercy* ». **M. Cazeneuve** : « *S'il se sent menacé en raison des éléments dont il dispose il sera bien entendu [...] protégé* ».

http://actu.orange.fr/politique/cahuzac-cazeneuve-demande-la-liste-des-personnalites-ayant-un-compte-en-suisse-afp_2416816.html

(Source : <http://actu.orange.fr> du 19/06/2013)

● **Evasion fiscale : les retours de fraudeurs accélèrent à près de 100 par mois**

D'après Pierre Moscovici, ministre de l'Economie et des Finances, le durcissement des sanctions contre l'évasion fiscale, annoncé le 23 juin 2013, a triplé le nombre de fraudeurs repentis demandant la régularisation de leur situation. **M. Moscovici** : « *Depuis la suppression de la cellule dite 'Woerth' (sous la présidence Sarkozy), il y avait eu 35 (retours) par mois. Nous en sommes aujourd'hui à 95 par mois, et ce processus est en train de s'accélérer. [...] Ça a été multiplié par trois* ». M. Moscovici a rappelé que la lutte contre la fraude fiscale était une priorité nationale et internationale, qui a rapporté 18 milliards en 2012, et devrait rapporter 2,5 milliards supplémentaires cette année.

http://lexpansion.lexpress.fr/economie/evasion-fiscale-les-retours-de-fraudeurs-accelerent-a-pres-de-100-par-mois_391064.html

(Source : <http://lexpansion.lexpress.fr> du 24/06/2013)

[Retour au sommaire](#)

LA VIE DES ENTREPRISES

● **Virgin : la bataille des salariés n'aura pas été vaine**

Jeudi 20 juin 2013, un accord de « *fin de conflit* » a été signé entre les organisations syndicales de Virgin et le mandataire judiciaire. Les salariés ont obtenu, comme ils le

demandaient, que l'enveloppe consacrée au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) soit portée de 8 à 15 millions d'euros. Un plan qui bénéficiera à un millier de personnes. **Karl Ghazi**, délégué CGT : « *[Sur ces 15 millions,] 2,5 millions seront versés par l'actionnaire d'origine de l'enseigne Butler Capital Partners, et le reste sera pris sur les fonds disponibles dans l'entreprise* ». **D'après le communiqué commun des syndicats** (CFTC, CFE-CGC, CGT, FO et Sud) : « *L'occupation de huit magasins par les salariés de Virgin pendant dix jours a clairement été la clef de la résolution de ce conflit, qui a marqué les cinq derniers mois de l'aventure Virgin. Dans les heures qui viennent, les salariés vont quitter les magasins qu'ils occupent* ».

[http://www.challenges.fr/entreprise/20130621.CHA1124/virgin-la-bataille-des-salaries-n-aura-pas-ete-vaine.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20130621](http://www.challenges.fr/entreprise/20130621.CHA1124/virgin-la-bataille-des-salaries-n-aura-pas-ete-vaine.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20130621)

(Sources : www.challenges.fr du 21/06/2013)

OPINIONS/VIE POLITIQUE

● Le gel des salaires des fonctionnaires scandalise la CFDT

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, s'est déclaré « *scandalisé* » par le gel du salaire des fonctionnaires : « *Quatre ans que les fonctionnaires n'ont pas une augmentation de leur point d'indice, c'est très lourd. [Il existe] beaucoup de petites rémunérations dans la fonction publique* ». Pour lui, l'annonce de ce gel du point d'indice, faite « *sans concertation avec les organisations syndicales* », est « *très, très grave* » : « *Cela illustre la difficulté du dialogue social dans les fonctions publiques* ».

[http://www.lepoint.fr/economie/le-gel-des-salaires-des-fonctionnaires-scandalise-la-cfdt-19-06-2013-1682501_28.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Quotidienne\]-20130619](http://www.lepoint.fr/economie/le-gel-des-salaires-des-fonctionnaires-scandalise-la-cfdt-19-06-2013-1682501_28.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Quotidienne]-20130619)

(Source : www.lepoint.fr du 19/06/2013)

● Nouveau code de conduite des patrons. Pierre-Henri Leroy (Proxinvest) : « *L'autorégulation, c'est de la foutaise* »

Pierre-Henri Leroy, du cabinet de conseil en investissement Proxinvest, a accordé un entretien à l'Expansion. Il s'exprime sur le say on pay, principe qui soumettra le salaire des dirigeants à l'assemblée générale des actionnaires : « *Je ne suis pas content. Je ne nie pas que cela aille dans le bon sens. Proxinvest a même été consulté pour l'élaboration du code, et nous voulons que les actionnaires aient leur mot à dire sur la rémunération des dirigeants. Mais là, il ne s'agit que d'un avis consultatif ! [...] De mon point de vue, on est toujours en recul par rapport à l'article 225-100 du code du commerce, qui donne déjà à l'assemblée générale le droit de statuer sur la rémunération des dirigeants. Mais l'Afep et le Medef ont toujours nié la souveraineté de l'AG. [...] Ce n'est pas un code strict du tout ! Le principe "appliquer ou expliquer", sur lequel il est fondé, permet de se libérer de toutes les règles. Une entreprise a tout le loisir de ne pas appliquer une des mesures de ce code à condition de produire un argumentaire. Ce code est fait par des patrons, pour des patrons. [...] L'autorégulation, c'est de la foutaise, parce qu'elle dérive tout de suite en auto-interprétation des textes. Alors qu'il existe déjà des textes de loi qui ne sont pas appliqués. [...] Au début, j'ai regretté qu'il n'y ait pas de loi. Aujourd'hui, je suis plus mesuré. Une loi aurait dû comporter de nombreuses mesures, dont certaines n'auraient peut-être pas été favorables aux actionnaires. Et puis ajouter une couche législative à celles qui existent déjà... Finalement je crois que le gouvernement a bien fait. De cette façon, il laisse les patrons à leurs excès. Je suis persuadé que nous verrons bientôt un nouveau scandale, et ce sera peut-être pour lui l'occasion de reprendre la main* ».

- **L'intégralité de l'entretien, par Laurent Martinet :**

http://lexpansion.lexpress.fr/economie/nouveau-code-de-conduite-des-patrons-l-autoregulation-c-est-de-la-foutaise_389994.html

- **L'article 225-110 du code du commerce :**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000005634379&idArticle=LEGIARTI000025576520&dateTexte=20130618>

(Sources : <http://lexpansion.lexpress.fr> du 19/06/2013, Laurent Martinet ; www.legifrance.gouv.fr)

[Retour au sommaire](#)

● **Alain Juppé : « Montebourg est le plus improductif de nos ministres »**

Alain Juppé a accordé un entretien à "BFM politique-RMC-Le Point", s'exprimant sur nombre de points importants. Profitant de la législative partielle de Villeneuve-sur-Lot, il en a profité pour rappeler son credo : « *Pas d'alliance avec le FN* ». Il a également demandé aux « *ténors* » de la droite de ne pas céder au discours de « *durcissement* » de la Droite forte : « *Le monde change, on ne peut pas vivre sur le stock des idées du quinquennat précédent* ». Et même s'il critique José Manuel Barroso, président de la Commission européenne (« *Le président de la Commission est totalement archaïque* », l'accusant d'être resté bloqué en 1958), il le défend face aux attaques d'Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, qui qualifiait il y a peu M. Barroso de « *carburant du FN et de Beppe Grillo* ». **M. Juppé** : « *Monsieur Montebourg est le plus improductif de nos ministres* ».

[http://www.lepoint.fr/politique/juppe-montebourg-est-le-plus-improductif-de-nos-ministres-24-06-2013-1685314_20.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Quotidienne\]-20130624](http://www.lepoint.fr/politique/juppe-montebourg-est-le-plus-improductif-de-nos-ministres-24-06-2013-1685314_20.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Quotidienne]-20130624)

(Source : www.lepoint.fr du 24/06/2013, Christophe Ono-Dit-Biot)

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES/RAPPORTS DIVERS

● **Institut Montaigne : 10 propositions pour refonder le patronat**

- **Présentation par l'Institut Montaigne** : « *A l'heure où les candidats à la présidence du MEDEF font preuve d'unité, l'Institut Montaigne propose de saisir cette opportunité pour repenser les règles de la représentativité patronale. Dans une note qui paraît ce jour, nous formulons 10 propositions. Absence de nombreuses organisations dans les négociations nationales, millefeuille des niveaux de représentations, hétérogénéité des modes de financement et de gouvernance... cette note aborde tous les points de complexité qui sont autant de freins à un fonctionnement plus efficace du patronat et aboutissent à un message trop souvent affaibli oubliant la défense des intérêts économiques des entreprises* ».

<https://mail.google.com/mail/h/yyaqe1u1yw6c/?&v=c&th=13f5d70800c26ac1>

- **La note dans son intégralité** :

<http://www.institutmontaigne.org/fr/publications/10-propositions-pour-refonder-le-patronat>

(Source : www.institutmontaigne.org du 19/06/2013, Gérard Adam, Eric Aubry, Jérôme Marchand-Avier)

● **Baromètre Avril 2013, Urssaf Ile-de-France : Suivi mensuel de la conjoncture économique du secteur privé en Ile-de-France**

- **Au sommaire** : Dégradation des indicateurs du recouvrement, les indicateurs internes à la gestion de l'organisme, les contrats longs en baisse, croissance minimale de l'emploi, indicateurs calculés sur le champ géographique de l'Ile-de-France.

- **Pour télécharger le baromètre (2 pages)** :

<http://blog.paris.urssaf.fr/list/statistiques-economiques/3331334202.pdf>

(Source : <http://blog.paris.urssaf.fr>)

[Retour au sommaire](#)

Le.Crible, la lettre d'information hebdomadaire de l'Urssaf Ile-de-

France. En ligne tous les mercredis

Directeur de publication : le directeur Philippe Renard

Rédacteur en chef : Eric Tessier.

Contact : eric.tessier@urssaf.fr

Si vous ne désirez plus recevoir cette newsletter, merci d'envoyer un mail à l'adresse suivante : eric.tessier@urssaf.fr

A l'inverse, si vous n'êtes pas abonné et désirez l'être, merci d'envoyer un mail à la même adresse : eric.tssier@urssaf.fr